

**Convention collective**

IDCC : 2266. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Mayenne)**

**(11 janvier 1993)**

*(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)*

*(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,*

*Journal officiel du 23 juin 2004)*

---

ACCORD DU 15 MAI 2017

ANNEXE « SALAIRES A.2-19 » À L'AVENANT « A »

NOR : ASET1750634M

IDCC : 2266

---

Entre

UIMM Mayenne

D'une part, et

CFE-CGC

UD CGT-FO

CFDT Métaux

CFTC Mayenne

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques*

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A-16), et aux indemnités de paniers et de casse-croûte (A-20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à : 4,81 €.

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

**Article 2**

*Rémunérations minimales annuelles garanties*

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A.14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées à compter de l'année 2017, selon le barème suivant :

Base : 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	17 794
	2	145	17 816
	3	155	17 827
II	1	170	17 877
	2	180	17 899
	3	190	17 952
III	1	215	18 146
	2	225	18 202
	3	240	18 391
IV	1	255	19 439
	2	270	20 079
	3	285	20 703
V	1	305	21 796
	2	335	24 037
	3	365	26 801
	4	395	29 237

### Article 3

#### *Publicité de l'accord*

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 15 mai 2017.

(Suivent les signatures.)